



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA
GUADELOUPE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°971-2019-119

PUBLIÉ LE 29 NOVEMBRE 2019

Sommaire

SGAR

971-2019-11-29-001 - AP CARBURANT DEC 2019 (6 pages)

Page 3

SGAR

971-2019-11-29-001

AP CARBURANT DEC 2019

*Arrêté PREF/SGAR du 29 novembre 2019 relatif aux prix maxima de certains produits pétroliers
et du gaz domestique pour le mois de décembre 2019*



PRÉFET DE LA RÉGION GUADELOUPE
PRÉFET DE LA GUADELOUPE

**SECRETARIAT GÉNÉRAL POUR LES
AFFAIRES RÉGIONALES**

**PÔLE DE GESTION DE L'ACTION
ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT**

Arrêté PREF/SGAR du 29 novembre 2019

relatif aux prix maxima de certains produits pétroliers et du gaz domestique

Le préfet de la région Guadeloupe,
préfet de la Guadeloupe,
représentant de l'État dans les collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin,
nommé au grade de Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de commerce, notamment son article L 410-2 relatif à la liberté des prix et de la concurrence ;
- Vu le code de l'énergie, notamment ses articles R. 671-1 à R. 671-22 et R. 221-1 à R. 221-30 ;
- Vu la loi du 19 mars 1946 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions ;
- Vu le décret du Président de la République du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Philippe GUSTIN en qualité de préfet de la région Guadeloupe, préfet de la Guadeloupe, représentant de l'État dans les Collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ;
- Vu l'arrêté du 28 mai 2018 portant délégation de signature à M. Sylvain PELLETERET, secrétaire général adjoint pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Guadeloupe ;
- Vu l'arrêté interministériel du 5 février 2014 relatif à la mise en œuvre de l'article R.671-5 du code de l'énergie modifié par l'arrêté du 21 juin 2016 ;

- Vu l'arrêté préfectoral n°2014-01 du 14 février 2014 modifié par les arrêtés préfectoraux du 28 décembre 2015, du 30 novembre 2016, du 26 avril 2017, du 26 décembre 2017, l'arrêté modificatif du 29 décembre 2017 relatifs à la mise en œuvre de l'article R.671-5 du code de l'énergie et l'arrêté modificatif relatif au prix du gaz du 30 juillet 2018 ;
- Vu les délibérations n° CR/07-801 et 802 du 2 juillet 2007 du conseil régional, relative à l'exonération de la taxe d'octroi de mer et de la taxe spéciale de consommation pour divers produits pétroliers ;
- Vu la délibération n° CR/15-1306 du 19 novembre 2015 du conseil régional portant exonération de l'octroi de mer sur le gazole non routier (GNR) ;
- Vu les délibérations n° CR/07-25, 26 et 27 du 27 février 2007 du conseil régional applicable en Guadeloupe sur la TSC concernant les produits pétroliers ;
- Vu la délibération n° CR/15-568 du 29 juin 2016 du conseil régional portant exonération de TSC sur le gazole non routier (GNR) ;
- Vu la délibération n° CR/07-802 du 2 juillet 2007 du conseil régional relative à l'exonération de la taxe spéciale de consommation pour divers produits pétroliers ;
- Vu la délibération n° CR/17-1394 du 27 décembre 2017 du conseil régional portant adoption du tarif intégré d'octroi de mer de la région Guadeloupe ;
- Vu la délibération n° CR/17-1395 du 27 décembre 2017 du conseil régional portant exonération de l'octroi de mer sur certains produits pétroliers ;
- Vu la délibération n° CR/17-1400 du 27 décembre 2017 du conseil régional relative au nouveau dispositif d'exonération fiscale sur les carburants destinés à l'avitaillement de certains aéronefs ;

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales,

Arrête

I- Dispositions communes à l'ensemble des produits pétroliers réglementés

Article 1^{er} - Les prix maxima hors taxes sortie raffinerie, communs aux trois départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, intégrant la mutualisation des prix d'acheminement et de passage en dépôt, figurent dans la structure des prix définie dans l'annexe 1 du présent arrêté. Les prix limites de facturation pouvant être pratiqués par la Société Anonyme de Raffinerie aux Antilles (SARA) dans le département de la Guadeloupe, qui tiennent compte du jeu éventuel des arrondis calculés au stade des prix de détail, figurent également dans la structure des prix définie dans l'annexe 1 du présent arrêté.

II- Dispositions applicables aux produits pétroliers autres que le gaz domestique

Article 2 - Les prix maxima de vente en gros fixés en euro par hectolitre sont les suivants :

Désignation des produits	Marges maximales en €/hl	Prix maximum de vente en gros (€/hl)
A - Super sans plomb	5,959	135,916
B - Gazole route	5,959	119,916
C - Gazole non routier (GNR)	5,959	82,616
D - Fioul domestique	5,959	82,616
E - Pétrole lampant	5,959	87,293

Ces marges de gros tiennent compte de l'effet volume induit par la température (passage de la température à 15 °C à la température ambiante).

Article 3 - les prix maxima de vente au détail à la pompe au consommateur fixés en euro par litre sont les suivants :

Désignation des produits	Marges maximales en €/hl	Prix maximum de vente au détail TTC (Toutes Taxes Comprises) en €/l
Super sans plomb	13,359*	1,49
Gazole route	13,359*	1,33
Gazole non routier (GNR)	10,384	0,93
Fioul domestique	10,384	0,93
Pétrole lampant	8,707	0,96

* Marge de détail avant restitution de la collecte pour les indemnités de précarité des gérants (IPG)

III- Dispositions applicables au gaz domestique

Article 4 - Le prix maximum de vente au consommateur de la bouteille de gaz de 12,5 kg au magasin du dépositaire est fixé à 18,70 € TTC.

Article 5 - La structure de prix du gaz domestique est définie dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 6 - Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures, est applicable à compter du 1^{er} décembre 2019 à zéro heure.

Article 7 - La secrétaire générale pour les affaires régionales de la préfecture, le directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, le directeur régional des douanes et droits indirects sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Basse-Terre, le 29 novembre 2019

Pour le Préfet et par délégation
le secrétaire général adjoint pour
les affaires régionales


Sylvain PELLETERET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Guadeloupe et d'un recours hiérarchique.

Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guadeloupe dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

**Annexe 1 de l'arrêté PREF/SGAR/PGAF du 29 NOVEMBRE 2019
STRUCTURE DES PRIX MAXIMA DE CERTAINS PRODUITS PÉTROLIERS applicable au 01/12/2019 à zéro heure**

		Butane	Super sans plomb	Gazole route	GNR	F.O.D	Pétrole lampant	Fioul industriel (y compris EDF)
Pétrole, Raffinage, Logistique et Marge mutualisés / 3 DFA	1				17,646			
	2				40,259			
	3				14,520			
					2,095			
					3,038			
					1,273			
					20,364			
					53,334			
					60 896			
					875,82			
			0,5546	1,0561	1,0225	1,0225	0,9712	1,0568
9			0,7467	0,8359	0,8359	0,8423	0,8001	0,9483
10								
11		485,758	69,069	74,859	74,859	71,649	74,057	660,608
GUADELOUPE								
12			0,343	-0,034	-0,073	-0,014	0,242	
13			0,275	0,275				
14			69,687	75,100	74,786	71,635	74,299	660,608
15			3,453	3,743			5,184	
16			1,727	1,871	1,871	1,791	1,851	16,515
17			49,937	28,090				
18			55,117	33,704	1,871	1,791	7,035	16,515
19			4,825	4,825		2,997		
20			0,328	0,328		0,234		
21			5,153	5,153		3,231		
22			5,959	5,959	5,959	5,959	5,959	
23			135,916	119,916	82,616	82,616	87,293	677,123
24			13,359	13,359	10,384	10,384	8,707	
25			-0,275	-0,275				
26			13,084	13,084				
27			149,000	133,000	93,000	93,000	96,000	
28			1,49	1,33	0,93	0,93	0,96	

Pour le Préfet et par délégation
le secrétaire général adjoint pour
les affaires régionales

Sylvain PELLETERET
Sylvain PELLETERET

(*) Fond de gestion des Indemnités de Précarité des détaillants collecté par la SARA (SP et GO route)
 (**) Octroi de mer : taxe calculée sur le prix de sortie raffinerie : 5% sur SSP gazole et 7% sur le lampant
 (***) Octroi de mer régional : Taxe calculé sur le prix de sortie raffinerie : 2,5%
 (****) CZE : contributions au titre des obligations relatives aux certificats d'économie d'énergie prévues par la réglementation pour le SP et GO CZE: 3.506 et CZE précarité: 1.319
 pour le FOD CZE: 2.178 et CZE précarité: 0.819

**Annexe 2 de l'arrêté PREF/SGAR/PGAE du 29 NOVEMBRE 2019
STRUCTURE DES PRIX DU GAZ
APPLICABLE EN GUADELOUPE A COMPTER DU 01/12/2019 à zéro heure**

		Butane €/T	Butane €/bouteille de 12,5 kg	
MATIERE	1	PRIX Sortie Raffinerie	485,758	6,072
	TAXES	2	Octroi de mer *	34,003
3		Octroi de mer régional **	12,144	0,152
4		TOTAL Taxes (2+3)	46,147	0,577
ENFUTAGE	5	Prix maximum de revient rendu centre (1+4)	531,905	6,649
	6	Emplissage	89,224	1,115
	7	Stockage	30,000	0,375
	8	préfinancement visite décennale	3,026	0,038
	9	Freinte (1,5 % du prix de revient rendu centre)	7,979	0,100
	10	Financement du centre d'emplissage	56,558	0,707
	11	Financement de l'investissement lié au stockage	105,984	1,325
	12	Total des frais d'enfûtage HT	292,771	3,660
	13	TVA 8,5 % sur enfûtage	24,885	0,311
	14	Total des frais d'enfûtage TTC	317,656	3,971
	15	Prix maximum TTC de revient enfûté (5+14)	849,561	10,620
VENTE	16	Marge de gros	208,916	2,611
	17	Marge de détail ***	437,440	5,468
	18	Prix maximum de vente (bouteille de 12,5 kg) (15+16+17)		18,70

Le prix de vente maximal au kilogramme est fixé à :

1,50 €/kg

(*) octroi de mer : taxe calculée sur le prix de sortie raffinerie : 7 %

(**) octroi de mer régional : taxe calculée sur le Prix de sortie raffinerie : 2,5%

(***) marge de détail : comprend la distribution, le transport et le détail

Pour le Préfet et par délégation
le secrétaire général adjoint pour
les affaires régionales


Sylvain PELLETIER